



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTR
Renault
Rueil

l'étincelle

pour la construction d'un parti des ~~travailleurs~~ **travailleurs communiste révolutionnaire**

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 18 novembre 2013

Multiplication des mouvements de colère : *Aux travailleurs d'en prendre la tête !*

Le ras-le-bol fiscal n'en finit pas. Et les mouvements de colère qu'il suscite non plus : manifestations des transporteurs, des centres équestres, des artisans... A qui le tour ?

Encore une hausse d'impôt, celle de la TVA, l'impôt le plus injuste

Après l'écotaxe, étudiée pour toucher les plus petits et épargner les plus gros transporteurs, c'est la hausse programmée de la TVA, avec laquelle le gouvernement continue dans la taxation des plus pauvres. Déjà 800 000 ménages modestes, jusqu'alors non imposables, se sont vus pour la première fois imposés sur leurs revenus.

Au 1^{er} janvier, l'augmentation de la TVA est prévue de 19,6 % à 20 % pour le taux maximum et de 7 à 10 % pour le taux intermédiaire, concernant la restauration, les transports, les travaux du bâtiment, le bois de chauffage, etc. Les 7 milliards d'euros que devraient dégager ces hausses vont contribuer... à financer une bonne partie des 20 milliards de crédit d'impôt compétitivité destinés aux entreprises ! Cette hausse de l'impôt le plus injuste, puisqu'il taxe les familles sur leur consommation quels que soient leurs revenus, va donc servir à remplir un peu plus les poches des plus gros patrons.

Ras-le-bol d'engraisser les licenciés !

Alors que ces mêmes capitalistes ne cessent de détruire nos emplois. Ce qui se passe en Bretagne est à l'image du reste de la France. En Bretagne, les travailleurs de Gad, de Tilly-Sabco, de Marine Harvest, de PSA Rennes, font face aux suppressions d'emplois. Mais c'est dans toutes les régions que s'accroissent les plans de licenciements : + 12 % sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à 2012.

Dans le Nord, les salariés de la Redoute ont manifesté et continuent de s'organiser contre les 700 suppressions d'emplois programmées. En région parisienne, PSA Aulnay doit fermer définitivement dans quelques mois, et pour l'ensemble du groupe, des milliers de suppressions de postes sont prévues sur tous les sites. Sans parler des accords dits de compétitivité, qui sont imposés un peu partout aux

salariés, pour aggraver leurs conditions de travail et baisser leurs salaires sous prétexte de préserver l'emploi.

Qui récoltera les fruits de la colère ?

En Bretagne, nombreux sont ceux qui aimeraient récupérer le mécontentement qui s'exprime et l'utiliser dans leur propre intérêt : des patrons, en particulier de l'agroalimentaire, à la FNSEA, le syndicat des gros agriculteurs, en passant par des politiciens de tous bords, et d'abord de l'extrême-droite. Mais à Quimper le 2 novembre, les manifestants les plus nombreux étaient les salariés, en particulier ceux de l'agroalimentaire les plus exploités.

La question est donc maintenant qui prendra la tête de ce ras-le-bol social généralisé ? Si nous voulons éviter de tirer les marrons du feu pour les patrons, la droite, l'extrême-droite et tous nos exploités, la seule solution serait que les travailleurs s'organisent par eux-mêmes.

D'abord pour mettre en avant leurs revendications : interdire les licenciements, augmenter les salaires, imposer les plus riches.

Ensuite, pour pouvoir tendre la main et faire la jonction avec toutes les autres couches populaires qui ne vivent pas sur notre dos mais sont également victimes de la politique des patrons et de ce gouvernement : paysans, artisans, enseignants, etc.

Dès cette semaine de nouvelles manifestations sont prévues, des salariés de La Redoute à Paris, samedi à nouveau les ouvriers bretons, de Morlaix, Saint-Brieuc... à Rennes. D'autres encore les semaines suivantes. Il nous faut saisir toutes les occasions de prendre tous les contacts possibles d'une entreprise à l'autre, et de manifester ensemble.

Il est temps que le mouvement parti de Bretagne s'étende, que tous les travailleurs menacés – c'est-à-dire nous tous ! – s'unissent pour riposter. Pour faire remballer aux patrons et au gouvernement qui les sert, leurs attaques et leurs licenciements.

Guyancourt : stop au compte-gouttes !

Certains collègues partent à Guyancourt avant même la mise en œuvre du déménagement. Ils cherchent leurs postes et négocient individuellement, de peur de se retrouver avec un emploi pire que celui qu'il ont aujourd'hui, voire sans rien du tout.

En coulisses, la direction attise la concurrence entre les salariés et dit à tout le monde : premier arrivé, premier servi. Une manière peu subtile d'accélérer le déménagement en le transformant en un gigantesque jeu de chaises musicales. Et les chefs d'UET sont forcés de se plier à ces manœuvres en faisant circuler des listes de métiers « plus ou moins éloignés du cœur de métier » : plus on est loin du cœur, plus il faudrait s'inquiéter et courir tout seul se trouver un refuge !

Le problème, c'est qu'à l'arrivée il n'y aura pas plus de postes, ni de meilleures conditions de travail. Tout au contraire : moins on agira en ordre dispersé et plus on luttera, mieux on pourra imposer nos conditions !

Le mystère continue

Le temps passe mais les conditions de départ ne s'éclaircissent pas pour autant : les dates, comme les conditions précises de départ pour chacun d'entre nous, ne sont toujours pas arrêtées. Et dès qu'une question s'élève, la direction ne jure que par les clauses de confidentialité ! Il faut « consulter les instances » avant les salariés, voilà le credo d'aujourd'hui. Une façon de garder une atmosphère de secret qui favorise les rumeurs et les solutions au cas par cas.

Pour qui tous ces travaux ?

Pendant 5 ans, on n'a pas vu autant de travaux sur le site de Rueil que depuis l'année dernière. Ultime idée en date parmi d'autres : refaire la rampe d'accès du parking Gallieni. C'est d'autant plus absurde que la direction a le projet de vider le site. Mais pour elle, il est plus important de faire une bonne opération immobilière que d'améliorer nos conditions de travail. Pourquoi ne pas profiter des travaux et rester à Rueil ? Une nouvelle gare sera bientôt là pour nous éviter les embouteillages.

Une idée qui court : « Pas touche à mon poste ! »

Une idée circule ces derniers temps sur le site : comme la plupart d'entre nous est contre le déménagement, pourquoi ne pas porter un badge qui le dise clairement ? Pourquoi pas, si c'est une façon de protester, de narguer la direction et surtout de nous retrouver pour voir ensemble comment s'opposer au projet ?

Traitement disciplinaire

Une salariée du TCR s'est tuée en sautant d'un train aux Etats-Unis lundi 4 novembre. « Visiblement

perturbée, se déplaçant sans arrêt de siège en siège, elle rendait les autres passagers nerveux, ont raconté des témoins. Un contrôleur a tenté de la calmer. Mais elle s'est soudain levée, a traversé le wagon en courant, a ouvert une porte et s'est jetée du train. » Stéphanie, jeune ingénieure de 31 ans, travaillait aux Labos. Mal notée, elle était sous le coup de plans de progrès individuels. Son état psychologique s'était aggravé ces derniers temps. A tel point que des collègues avaient alerté la hiérarchie et la médecine du travail. Mais la direction n'a pas trouvé mieux que de la mettre à pied à titre conservatoire, en attendant de la licencier. L'état de santé de Stéphanie demandait une réponse médicale et humaine, pas disciplinaire. Le contraire de ce qu'a fait la direction.

My Taylor is rich

Montebourg soutient le projet de reprise de l'usine Goodyear d'Amiens par le PDG du groupe Titan, Maurice Taylor. Ce patron s'était déjà fait remarquer, il y a 2 ans, en traitant les ouvriers d'Amiens de « fainéants qui ne travaillent que trois heures par jour » et les représentants syndicaux de « timbrés » et de « barjots du syndicat communiste » qu'il faudrait « envoyer à la Légion étrangère ». Pour Taylor, « le projet d'achat de l'usine démarre avec zéro employé » ! Pour réembaucher ensuite, selon ses besoins et à ses conditions, 333 salariés parmi les 1 137 qui y travaillent actuellement – mais sans aucune garantie !

Pour le ministre Montebourg, « sauver 333 emplois, c'est mieux que rien » ! Une usine gratuite et 800 licenciements à la clé. Pour aider les titans de la finance, Montebourg ne manque pas d'idées.

Qui sont les assistés ?

Les subventions aux entreprises se montent à plus de 200 milliards. Leurs exonérations d'impôts à 60 milliards. Et leur évasion fiscale entre 60 et 80 milliards.

Et le gouvernement s'apprête à emprunter 4,5 milliards aux marchés financiers pour éponger les dettes du Crédit Lyonnais, ce qui coutera 250 € par contribuable imposé. Au total, ce seul scandale du Crédit Lyonnais aura coûté 14,7 milliards à l'Etat, soit 810 euros par contribuable imposé.

Alors, qui sont les assistés ? Ni les immigrés ni les chômeurs, mais bien les actionnaires et les banquiers.

Soutenez le bulletin !

Lors de la prochaine distribution de notre bulletin, mardi 3 décembre, nous organiserons une collecte de soutien à la porte, pour les frais de parution.

Si vous l'appréciez, aidez-nous en versant à la collecte !